13 2121

05/95

PROJET DE

LOI ABROGEANT ET REMPLACANT L'ARTICLE 68
DE LA LOI N°81-52 DU 10 JUILLET 1981, POR-
TANT CODE DES PENSIONS CIVILES ET
MILITAIRES DE RETRAITE.-

EXPOSE DES MOTIFS

Au regard des dispositions de l'article 68 du Code des Pensions civiles et militaires de retraite, la solde de réserve, perçue par les Officiers généraux placés dans la deuxième section de l'Etat-Major Général des Armées, était égale au taux de pension à laquelle ils auraient droit s'ils étaient en position de retraite. Ainsi, ce salaire équivalait à la pension de retraite mensualisée, ce qui du reste est le cas de tous les fonctionnaires de l'Etat et militaires en retraite depuis 1981.

Compte tenu du fait que les Généraux de la deuxième section ne sont pas à la retraite au sens juridique et statutaire du terme, il convient de faire bénéficier cette catégorie d'officiers de la totalité de leur solde de base.

Il est également nécessaire de régler la situation des ayants-droit de ces officiers généraux.

Telle est l'économie du présent projet de loi.

1B 2121

REPUBLIQUE DU SENEGAL
ASSEMBLEE NATIONALE
VIIIème LEGISLATURE

PREMIERE SESSION EXTRAORDINAIRE
DE L'ANNEE 1995

RAPPORT FAIT AU NOM DE L'INTERCOMMISSION
CONSTITUEE PAR LES COMMISSIONS DE LA
DEFENSE ET DES FINANCES

SUR LE PROJET DE LOI N° 05/95
ABROGEANT ET REMPLACANT L'ARTICLE
68 DE LA LOI N° 81-52 DU 10 JUILLET
1981 PORTANT CODE DES PENSIONS
CIVILES ET MILITAIRES DE RETRAITE

PAR
BIRAHIM DIAGNE
RAPPORTEUR

Monsieur le Président,
Messieurs les Ministres,
Mes chers Collègues,

L'Intercommission, constituée par les commissions de la Défense, ^{et des Finances,} des Lois ^{et des Finances,} s'est réunie le 20 mars 1995, sous la présidence du Professeur Pape Abdourahmane KANE, Président de la Commission de la Défense, à l'effet d'examiner le projet de loi abrogeant et remplaçant l'article 68 de la loi 81-52 du 10 juillet 1981 portant code des Pensions Civiles et Militaires de retraite.

Le Gouvernement était représenté par M. Cheikh Amidou KANE, Ministre des Forces armées.

Dans l'exposé des motifs, le Ministre des Forces armées a déclaré que l'article 68 du code des Pensions Civiles et Militaires de retraite, dont l'abrogation et le remplacement sont envisagés, traite de la solde de réserve des officiers généraux placés dans la 2^e section.

Ce texte ayant assimilé cette solde à la pension de retraite, son application a généré beaucoup de difficultés qui ont amené les autorités gouvernementales à réagir et à revoir le texte concerné.

Nous allons d'abord, pour un éclairage complet, vous brosser succinctement le statut juridique de l'officier général.

La loi 62-37 du 18 mai 1962 portant statut général des officiers d'active des forces armées stipule que les officiers généraux sont placés soit dans la 1^o section (active), soit dans la 2^o section (réserve) des cadres de l'Etat-Major général.

La première section d'active est le cadre des officiers généraux en activité qui n'ont pas atteint la limite d'âge de leur grade.

La deuxième section (réserve) est le cadre des officiers généraux atteints par la limite d'âge de leur grade et qui ne sont pas encore mis à la retraite. Autrement dit, l'officier général qui atteint la limite d'âge peut se trouver dans l'une des positions ci-après :

- placement dans la 2° section (cas normal) ;
- mise à la retraite (cas exceptionnel).

L'intérêt du placement des officiers dans la 2° section, est que l'autorité compétente peut, à tout moment, rappeler l'officier général en cas de besoins ; ce qui ne peut être fait si l'officier général est mis à la retraite.

Comme nous le constatons, c'est la disponibilité de ces officiers généraux pour les besoins de défense nationale qui justifie leur placement dans la 2° section des cadres de réserve de l'Etat-Major général.

Cette situation juridique entraîne des obligations pour les généraux de la 2° section dont les droits civiques sont aussi restreints. Ils sont, par ailleurs, tenus aux obligations de réserve et de discrétion.

C'est cette situation particulière donc qui explique le versement d'une solde de réserve à la place d'une pension de retraite.

Il se trouve que l'article 68, dont il est question dans le présent projet, ne fixe pas, de façon adéquate, les conditions de calcul ni le contenu de la solde de réserve. Il se contente simplement d'assimiler celle-ci à la pension de retraite. Cette lacune avait conduit Monsieur le Chef de l'Etat à donner des instructions au Ministre des Forces armées pour fixer les modalités de paiement de la solde de réserve des officiers généraux en attendant la modification de l'article 68.

Ces instructions ont donné lieu à une décision ministérielle du 06 Juin 1984 du Ministre des Forces armées pour déterminer la

.../...

composition de la solde de réserve, ses modalités de paiement, l'imputation budgétaire et les possibilités d'option offertes au bénéficiaire.

Cette décision avait fait l'objet d'une application restrictive de la part des services chargés du Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan.

Saisi à nouveau de la question, le Chef de l'Etat a donné des directives au Ministre des Finances, en lui demandant de prendre les mesures conservatoires suivantes :

- 1) Exclure de la solde de réserve toutes les retenues liées à la solde d'activité.
- 2) Imposer la solde de réserve au même titre que la pension d'ancienneté.
- 3) Enfin, prendre en compte, dans le calcul de la solde de réserve, outre la solde de base des intéressés, les augmentations et ajustements intervenus auxquels s'ajoutent les allocations familiales.

C'est donc l'objet de l'article 68 nouveau qui vous est soumis aujourd'hui et qui ne fait que codifier ces éléments de solde et accessoires qui sont effectivement versés aux officiers généraux de la 2° section depuis plusieurs années. Il s'agit en définitive de régulariser une situation.

Le projet de loi règle en même temps le cas du général de la 2° section qui change de position statutaire.

Dans toutes ces situations, l'intéressé prend droit, selon le cas, à la pension correspondante ou à la solde d'activité.

Enfin, cette modification permet de prendre en compte la situation des ayants droit en cas de décès du titulaire de la solde de réserve. Dans cette hypothèse en effet, ceux-ci ont droit à une pension de reversion.

Après cet exposé des motifs, vos commissaires ont félicité le Ministre des Forces armées pour sa nomination et lui ont souhaité un réel succès dans l'accomplissement de ses nouvelles fonctions.

Vos commissaires ont ensuite fait des recommandations et posé un certain nombre de questions.

Ils ont d'abord constaté qu'il est fait allusion, à plusieurs endroits, dans la communication, de frustrations. Ils ont donc invité le Gouvernement à veiller à ce que ces frustrations ne puissent pas entamer le moral de notre Armée qui est une Armée républicaine. Ils ont aussi invité le Gouvernement à mettre l'Armée dans de bonnes conditions pour lui permettre d'accomplir toutes ses missions.

Certains commissaires ont estimé que l'existence des 2 sections est de nature à créer une discrimination entre les officiers généraux.

Vos commissaires ont déploré qu'on leur demande aujourd'hui de régulariser une situation qui perdure depuis de nombreuses années. Selon eux, une telle pratique ne doit pas être de mise dans un pays de droit comme le nôtre.

D'autres commissaires souhaiteraient des éclaircissements sur le fait qu'il est dit, dans l'exposé des motifs, que les généraux de la 2^o section ne sont pas à la retraite au sens juridique du terme. D'après eux, ou bien on est en activité, ou bien on est à la retraite.

Des commissaires se sont également inquiétés de l'incidence financière du projet.

D'après un commissaire, les élèves du Prytanée militaire sont actuellement en grève, à cause de certaines frustrations. Qu'en est-il exactement ? Quelles sont les dispositions qui sont prises ?

Après avoir remercié les Députés pour les félicitations qui ont été adressées suite à sa nomination à la tête du département des Forces armées, le Ministre a fourni les éclaircissements suivants :

A la question d'un commissaire relative aux frustrations dont il est question dans la communication, le Ministre des Forces armées a rappelé que notre Armée nationale est une Armée républicaine, professionnelle et efficace. Elle continuera à remplir ses missions comme par le passé. Le Ministre a, par la suite, précisé que justement l'objet de ce texte est de corriger les frustrations nées de l'application de l'article 68 ancien.

En ce qui concerne l'existence des 2 sections, le Ministre des Forces armées a apporté les précisions suivantes :

Les officiers généraux de la 2^o section, s'ils sont à la retraite au sens où on l'entend parce qu'atteints par la limite d'âge de leur grade, restent toujours à la disposition de notre pays de par leur compétence, de par les services qu'ils ont rendus à l'Etat et qu'ils peuvent continuer à rendre, de par le fait que nous avons toujours besoin de leur expertise et de leur disponibilité.

Les 2 sections coexistent. La différence entre les 2 c'est que ceux qui sont dans la 1^o section sont encore en activité de service, parce que n'étant pas atteints par la limite d'âge, et de ce fait exercent un commandement effectif dans les armées. Les seconds sont à la retraite au sens qu'ils ont atteint la limite d'âge de leur grade, et de ce fait ont quitté l'Armée active ou ils n'exercent plus de commandement actif. Cependant, à tout moment on peut avoir besoin de leur expertise et de leur disponibilité. C'est donc normal que si l'on constate que le sort qui leur avait été fait par l'article 68 ancien qui assimile la solde de réserve à la pension de retraite leur était défavorable, que l'on puisse le corriger.

Sur la question d'un commissaire relative à la régularisation d'une situation qui a duré et qui de ce fait a lésé les intéressés,

.../...

le Ministre a répondu qu'il convenait de retracer l'évolution du projet qui faisait partie intégrante de la refonte du code des Pensions civiles et militaires de retraite qui ne dépend pas uniquement du Ministère des Forces armées. Le hasard a fait que pour des raisons techniques, le texte a duré dans les méandres de l'administration. Toutefois, a précisé le Ministre, pendant cette période, par la volonté du Chef de l'Etat, les intéressés ont toujours bénéficié de leurs droits.

A la question d'un commissaire soulevant l'incidence financière du texte, le Ministre a répondu qu'il n'y a pas d'incidence financière, car la mesure est appliquée depuis 1983. Il a en outre précisé que le projet soumis à votre approbation a été élaboré de concert avec le Ministère des Finances, qui a marqué son accord.

Au sujet de la grève menée par les élèves du Prytanée militaire de Saint-Louis, il faut souligner que les revendications portent essentiellement sur :

- la salubrité des blocs d'hygiène ;
- l'augmentation du pécule ;
- l'amélioration de la qualité du repas.

A l'état actuel des choses, la résolution de ces différents problèmes s'établit comme suit :

- Pour la salubrité des blocs d'hygiène, l'AGETIP a été saisie pour leur réfection.

- Pour l'augmentation du pécule, un projet d'arrêté interministériel est déjà dans le circuit des visas du Ministère des Finances afin d'augmenter le taux des allocations de 53%.

- Quant à l'amélioration de la qualité des repas, la prime globale d'alimentation a été augmentée de 550 à 850 depuis le 1^o Juillet 1994. Seulement, le problème réside dans le règlement des arriérés aux fournisseurs de la place. Afin d'enrayer le phénomène, les dettes dues aux fournisseurs, qui s'élèvent actuellement à plus de 37 000 000, seront épongées.

A cet effet, le Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan a prévu de mettre en place un crédit de 48 000 000. Et dans l'avenir, pour que l'école ne connaisse plus de problème de cette nature, le Ministère des Finances a décidé d'inscrire, au budget du Prytanée militaire de Saint-Louis, un crédit de 100 000 000 en mesures nouvelles, en plus de l'effort consenti.

Satisfaits des explications et réponses fournies par le Ministre des Forces Armées, vos commissaires ont adopté le projet de loi n°05/95abrogeant et remplaçant l'article 68 de la loi n° 81-52 du 10 juillet 1981, portant Code des Pensions civiles et militaires de retraite.-

.....

18 21 21

L O I

N°02

ABROGEANT ET REMPLACANT L'ARTICLE 68
DE LA LOI N°81-52 du 10 JUILLET 1981 PORTANT
CODE DES PENSIONS CIVILES ET MILITAIRES DE
RETRAITE

L'ASSEMBLEE NATIONALE ,

Après en avoir délibéré, a adopté, en sa séance du
Jeudi 23 mars 1995, la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. : L'article 68 de la loi n°81-52 du 10 juillet 1981
portant Code des Pensions civiles et militaires de retraite est abrogé et
remplacé par les dispositions suivantes :

" ARTICLE 68(NOUVEAU) : Les Officiers généraux placés dans la
deuxième section (réserve) reçoivent mensuellement une solde de
réserve égale au montant total de la solde indiciaire de base
mensuelle correspondant à l'indice détenu par le bénéficiaire au
moment de sa radiation de la première section.

Il s'y ajoute les prestations familiales telles qu'elles
sont calculées pour les Militaires en activité. Ils bénéficient
également des dispositions de l'article 29 du Code des Pensions
civiles et militaires de retraite.

La solde de réserve ne peut être cumulée avec une pension
de retraite ou un traitement public dont la charge incombe au budget
de l'Etat, des collectivités locales, des établissements publics,
des sociétés nationales, des sociétés à participation publique et
des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier
de la puissance publique.

La pension viagère d'invalidité est cumulable avec la solde
de réserve.

Le droit à une solde de réserve cesse dans tous les cas
où l'Officier général change de position statutaire, notamment lors-
qu'il est réformé, admis dans l'honorariat, admis à la retraite ou
s'il est rappelé à la première section. Dans toutes ces situations,

.../...

l'intéressé prend droit, selon le cas, à la pension correspondante prévue par le présent Code ou à la solde d'activité.

En cas de décès du titulaire de la solde de réserve, ses ayants droit prennent droit à une pension de reversion au taux auquel ils pourraient prétendre si le de cujus était en possession d'une pension de retraite dans les conditions fixées par le présent Code.

Toutes les autres dispositions du présent Code compatibles avec celles prévues au présent article s'appliquent à la solde de réserve des Officiers généraux.

Dakar, le 23 mars 1995

Le Président de Séance

Mbaye DIOUF